

ACTION URGENTE

COLOMBIE. UNE FEMME MENACÉE D'UNE ARME À FEU

Le 10 octobre dernier, un homme a pointé une arme à feu sur Alfamir Castillo, la mère d'un jeune homme tué par des membres des forces armées colombiennes dans la municipalité de Palmira, dans le sud de la Colombie. L'homme a menacé de la tuer ainsi que ses avocats, quelques jours avant la tenue d'une audience sur l'exécution extrajudiciaire du fils d'Alfamir Castillo et d'un autre homme.

Le 10 octobre 2012, **Alfamir Castillo** se rendait en bus à Santiago de Cali dans le département du Valle del Cauca, dans le sud du pays. Lorsque le bus s'est arrêté dans la municipalité de Palmira, un homme est monté à bord. Il a pointé une arme à feu sur Alfamir Castillo et lui a dit : « Va dire à ce rapporteur d'avocat qu'il mourra, et toi aussi. » Les avocats de cette femme, **Jorge Molano** et **German Romero**, la représentent dans l'affaire de l'exécution extrajudiciaire de son fils, Darbey Mosquera Castillo, et d'Alex Hernando Ramírez Hurtado, tous deux tués lors de la même attaque. Sept membres du 57^e bataillon anti-guérilla Martires de Puerres de la brigade n°8 de l'armée colombienne ont été condamnés à plus de 40 ans de prison pour des exécutions extrajudiciaires.

La menace de mort adressée à Alfamir Castillo survient quelques jours avant la tenue d'une audience à Manizales, dans le département de Caldas, visant à amener les personnes occupant un poste de commandement à rendre des comptes, et à lier un commandant, un capitaine et deux colonels à l'affaire. Alfamir Castillo et d'autres proches des victimes, ainsi que les témoins et les avocats des plaignants font l'objet de menaces et de manœuvres d'intimidation et de harcèlement. Le 13 janvier dernier, le même homme qui s'est adressé à Alfamir Castillo l'a suivie lorsqu'elle est partie signaler les menaces qu'elle avait reçues au bureau local du procureur général.

Les forces armées colombiennes sont impliquées dans le scandale des « faux-positifs » : certains de leurs membres ont tué illégalement des milliers de civils, dont la plupart ont été présentés comme des « guérilleros tués au combat ». L'enquête sur ces homicides ne progresse que lentement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité d'Alfamir Castillo, de Jorge Molano, de German Romero, d'autres proches des victimes et des témoins, et appelez les autorités à veiller à ce qu'une protection leur soit accordée, dans le respect de leurs souhaits ;
- exhortez-les à mener une enquête minutieuse et impartiale sur les menaces dont ces personnes font l'objet, et à traduire en justice les responsables présumés ;
- priez-les instamment de s'engager à prendre des mesures fermes pour mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et garantir la protection des personnes qui militent pour obtenir justice, conformément aux recommandations formulées à plusieurs reprises par les Nations unies ;
- rappelez-leur qu'elles doivent respecter l'obligation qui leur est faite, aux termes de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'Homme, de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 NOVEMBRE 2012 À :

Président de la Colombie

Juan Manuel Santos

Presidente de la República

Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26,

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,*

Juan Carlos Pinzón

Ministerio de Defensa

Carrera 54, no.26-29

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Sr. Ministro Pinzón, /*

Monsieur le Ministre,

Fernando Carrillo

Ministro del Interior

Carrera 9a No 14-10, piso 8

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 283 9876

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de la Défense

Ministre de l'Intérieur

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. UNE FEMME MENACÉE D'UNE ARME À FEU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années, les forces de sécurité ont systématiquement recours aux exécutions extrajudiciaires. Elles s'en servent comme d'une tactique visant à répandre la terreur dans le cadre de leur stratégie anti-insurrectionnelle. Le Bureau du procureur général enquête actuellement sur plus de 2 000 cas d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de sécurité. Les personnes militant pour obtenir justice dans ces affaires sont fréquemment menacées de mort ou tuées par des membres des forces de sécurité ou des paramilitaires collaborant avec eux.

Noms : Alfamir Castillo (f), Jorge Molano (h), German Romero (h)

AU 296/12, AMR 23/040/2012, 11 octobre 2012

